

Départ de cinq ministres du gouvernement au Burundi

PANA, 09/07/2009 Bujumbura, Burundi - Les cinq représentants du Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU, opposition) au sein du gouvernement ont claqué, jeudi, la porte du Conseil des ministres pour protester contre l'examen de deux projets de textes controversés portant révision du code électoral et de la loi communale, en prélude à la tenue des secondes élections générales post-conflit de 2010. Les ministres frondeurs sont Anatole Kanyenkiko, des Travaux publics et de l'Équipement, Mme Euphrasie Bigirimana du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Vénard Bakevumusaya de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement, Ferdinand Nderagakura de l'Agriculture et de l'Élevage, ainsi que Mme Rose Nduwayo des Droits de la personne humaine et du Genre.

Le président du FRODEBU, Léonce Ngendakumana, a investi aussitôt les médias pour expliquer que les services juridiques du ministère de l'Intérieur n'ont pas pris en considération des propositions importantes d'autres partenaires politiques allant dans le sens de l'amélioration du nouveau code électoral. C'est, notamment, l'ordre des élections qui devaient commencer par le choix d'un nouveau président de la République au lieu des municipales comme retenu dans le projet de code électoral présenté au Conseil des ministres, a-t-il enchaîné. Les acteurs politiques se seraient, par ailleurs, mis d'accord pour un bulletin de vote unique afin de faciliter la tâche aux électeurs analphabètes dans leur grande majorité, ce qui aurait entraîné un changement dans le cabinet du ministre de l'Intérieur, selon la même source. L'orateur a également évoqué une caution de 3 millions de Francs burundais (près de 3.000 dollars US) qui serait passée dans le nouveau projet de code électoral à 15 millions pour briguer la magistrature suprême de 2010. "Certains pays africains sont tombés dans de graves crises à la suite d'élections mal préparées, mal organisées, non transparentes et parfois truquées au niveau des résultats. Est-ce que le Burundi veut tomber dans les mêmes travers? Est-ce que le Burundi ne peut pas tirer les leçons qui s'imposent de tout cela?", s'est-il écrié. Le FRODEBU avait commencé à manifester sa mauvaise humeur, la veille, en s'alliant à deux autres petites formations pour dénoncer publiquement, cette fois, les agissements du ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, qui musclerait l'opposition. Le grand perdant aux précédentes élections de 2005 ne dispose cependant que de 5 des 26 ministres du gouvernement actuel et son départ pourrait ne pas compromettre la suite du processus électoral s'il ne venait pas à entraîner d'autres poids lourds de l'opposition dans sa fronde, estiment les analystes des questions politiques à Bujumbura. Quelque six scrutins doivent normalement avoir lieu au milieu de l'année prochaine et visent à renouveler les postes de président de la République, ceux des députés, sénateurs, maires, chefs de zone et de colline (la plus petite entité administrative au Burundi) sous la supervision d'une Commission électorale nationale indépendante en place mais qui manque encore de moyens financiers et matériels suffisants pour montrer de quoi elle est capable.